



Décryptage

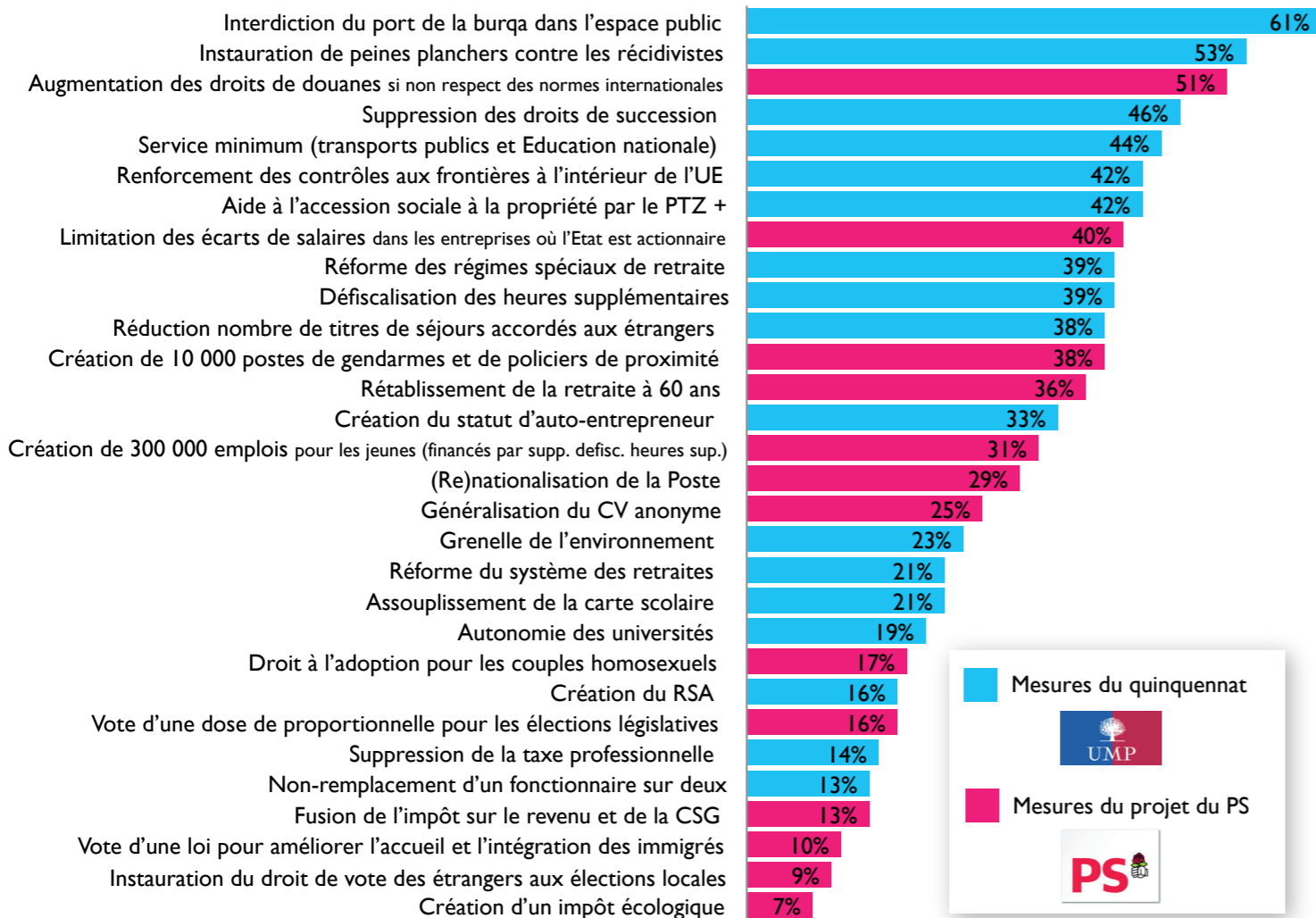
Premier classement programmatique 2007-2012 : focus exclusif sur le match UMP/PS

Aquelque 300 jours de l'élection présidentielle, alors que l'Elysée vient de fêter les quatre ans du quinquennat de Nicolas Sarkozy et que la rue de Solferino vient d'adopter son projet pour 2012, la Lettre de l'opinion, en partenariat avec l'IFOP, a réalisé en exclusivité le premier sondage complet - ÉCHANTILLON REPRÉSENTATIF DE 1012 FRANÇAIS DU 17 AU 19 MAI 2011 POUR LES MESURES DU PROJET PS ; ÉCHANTILLON REPRÉSENTATIF DE 1010 FRANÇAIS DU 10 AU 12 MAI 2011 POUR LES RÉFORMES DU QUINQUENNAT - sur la perception qu'ont les Français des 17 réformes majeures de la présidence de Nicolas Sarkozy et des 13 principales mesures que portera le candidat socialiste à l'issue des primaires de l'automne prochain.

Au-delà des intentions de vote et des rapports de force électoraux sur lesquels nous revenons régulièrement, il nous semblait opportun de confronter les idées et les perspectives programmatiques dessinées par les deux principales formations politiques à l'orée de l'élection présidentielle de 2012. Priorité au régalién ? Importance des questions économiques ? Urgence des préoccupations sociales ? Notre sondage permet d'appréhender avec précision les enjeux clés de 2012 par proximité partisane, par âge ou encore en fonction des catégories socioprofessionnelles.

Pour chacune des mesures suivantes, y êtes-vous très favorable, assez favorable, assez opposé ou très opposé ?

Récapitulatif « très favorable »



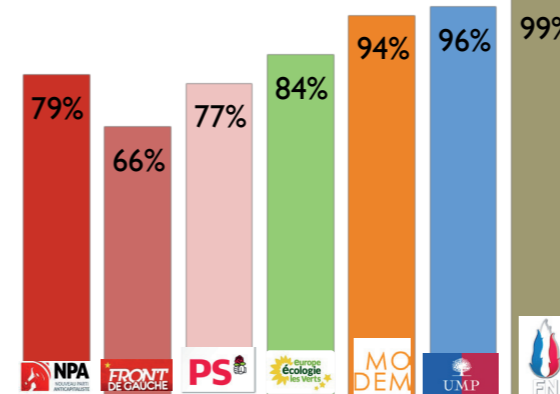
- Burqa, peines planchers et droits de douanes sur le podium

Avec 61% de jugement « très favorable » (et 89% d'adhésion globale), l'interdiction du port de la burqa dans l'espace public, mesure portée par l'UMP, occupe la 1ère place de notre classement. Le taux d'adhésion est majoritaire dans toutes les catégories : 92% auprès des plus de 65 ans et 81% chez les 18-24 ans ; 89% parmi les ouvriers et 84% chez les cadres supérieurs ; 99% auprès des sympathisants FN, 96% parmi ceux de l'UMP, 94% au Modem mais aussi 84% chez les Verts, 77% au PS et 66% parmi les amis de Jean-Luc Mélenchon.

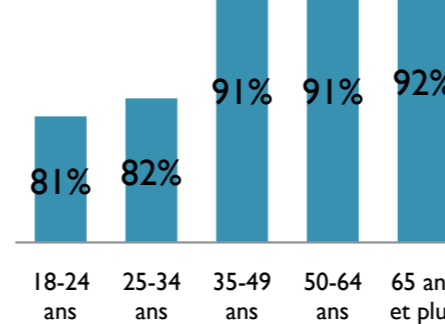
NDLR : le classement des mesures est réalisé à partir des « très favorable ». Les graphiques sont réalisés à partir du total « favorable » (« très favorable » + « assez favorable »)

Interdiction du port de la burqa dans l'espace public
Très favorable : 61% - Assez favorable : 28%
Assez opposé : 8% - Très opposé : 3%

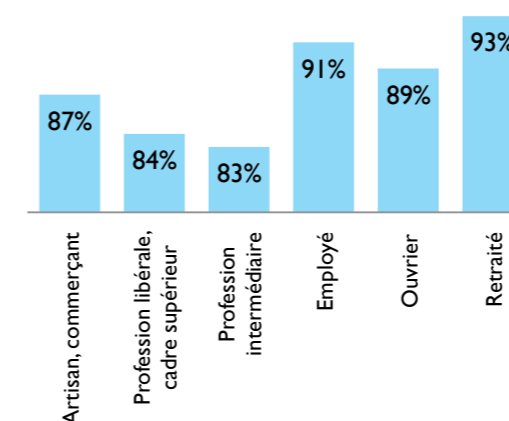
PAR PROXIMITÉ PARTISANE



PAR ÂGE

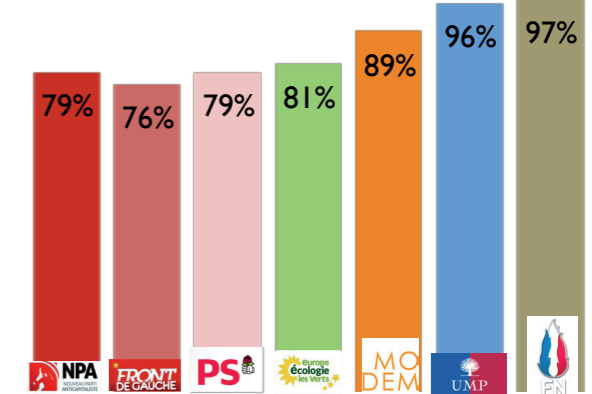


PAR CSP

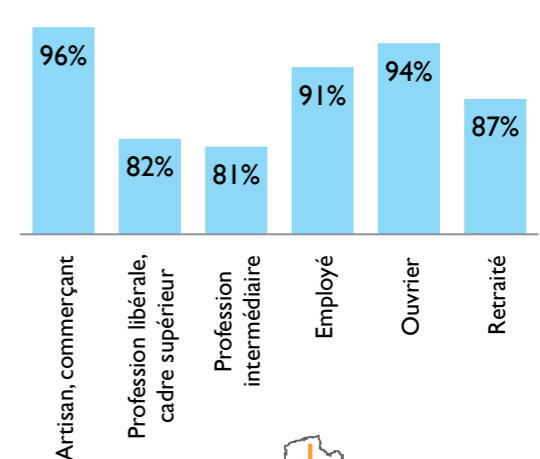


Instauration des peines planchers contre les récidivistes
Très favorable : 53% - Assez favorable : 36%
Assez opposé : 7% - Très opposé : 4%

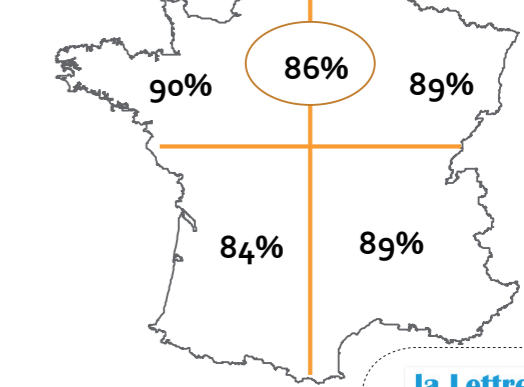
PAR PROXIMITÉ PARTISANE



PAR CSP



PAR RÉGION

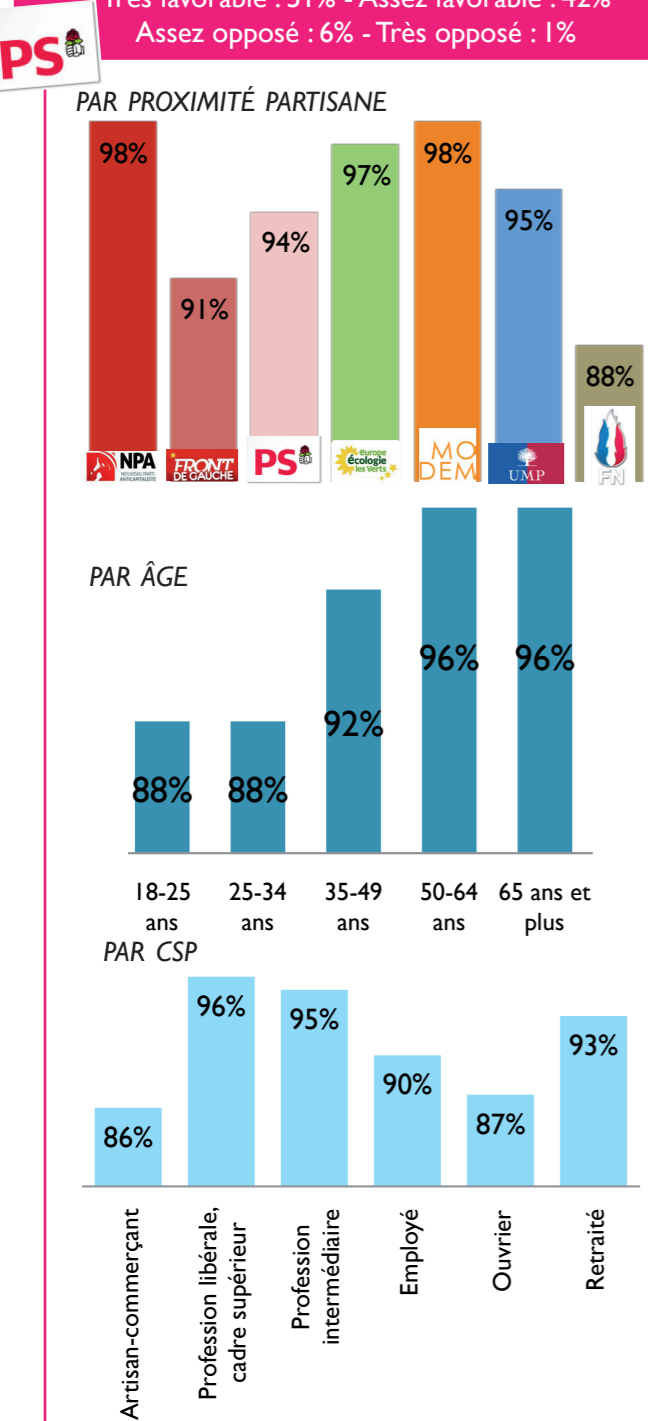


L'une des mesures phares du projet socialiste se place en troisième position : **l'augmentation des droits de douane sur les produits provenant de pays ne respectant pas les normes internationales** recueille 51% de jugement « très favorable » et même 93% d'adhésion globale. Cette mesure de la rue de Solferino reçoit l'assentiment de l'ensemble des sympathisants des formations politiques : de 98% auprès des sympathisants du NPA à 88% parmi ceux du FN, en passant par 94% au PS, 98% au Modem ou encore 95% à l'UMP. Il en est de même en fonction des générations : 88% d'adhésion chez les 18-24 ans et 96% auprès des seniors. Quant aux catégories socioprofessionnelles, elles sont unanimes : 87% chez les ouvriers, 95% parmi les classes moyennes ou 96% auprès des professions libérales.

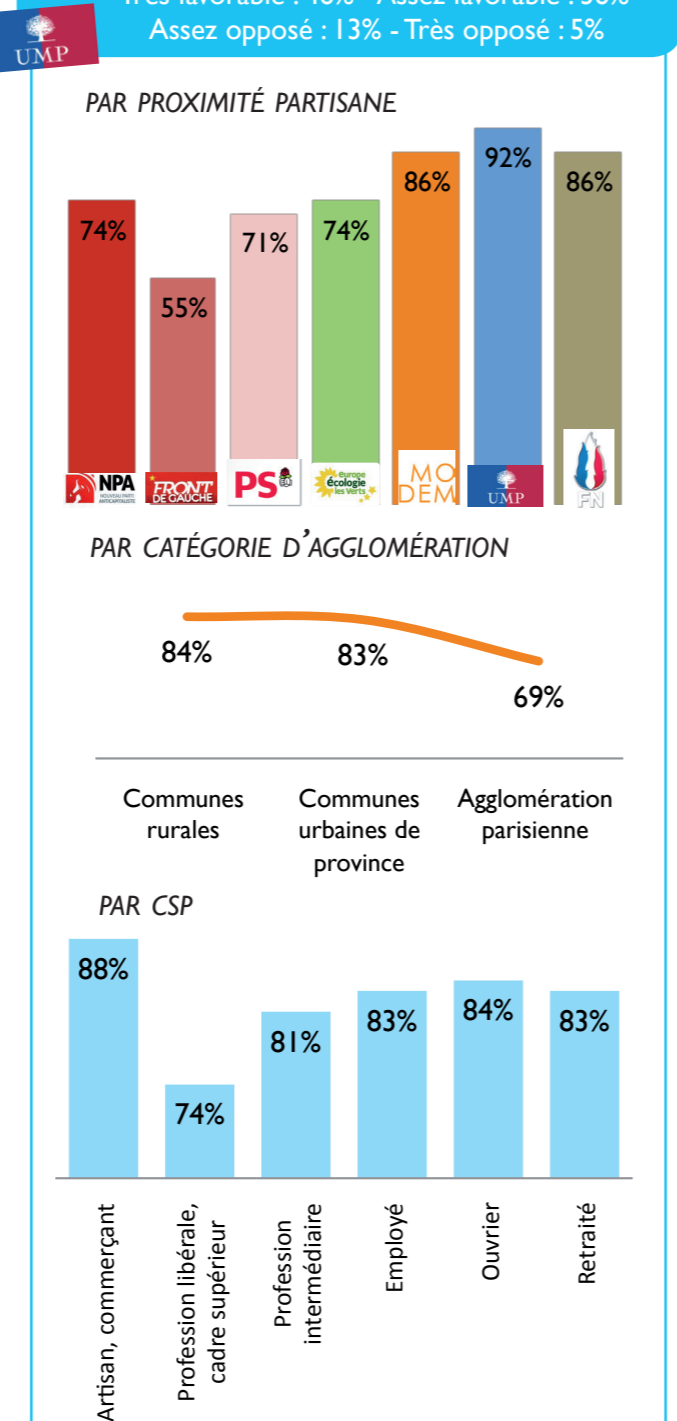
2 Fiscalité, frontières et justice sociale en très bonne position

Avec 46% de jugement « très favorable » (et 82% d'adhésion globale), **la suppression des droits de succession** apparaît comme l'une des réformes préférées des Français. Là encore, les chiffres sont clairs : même les plus réticents, les sympathisants du Front de gauche, y voient une bonne mesure à 55%, derrière ceux du PS (71%), les amis de François Bayrou comme de Marine Le Pen (86%) et bien sûr les sympathisants UMP (92%).

Augmentation des droits de douane (non respect normes)
 Très favorable : 51% - Assez favorable : 42%
 Assez opposé : 6% - Très opposé : 1%

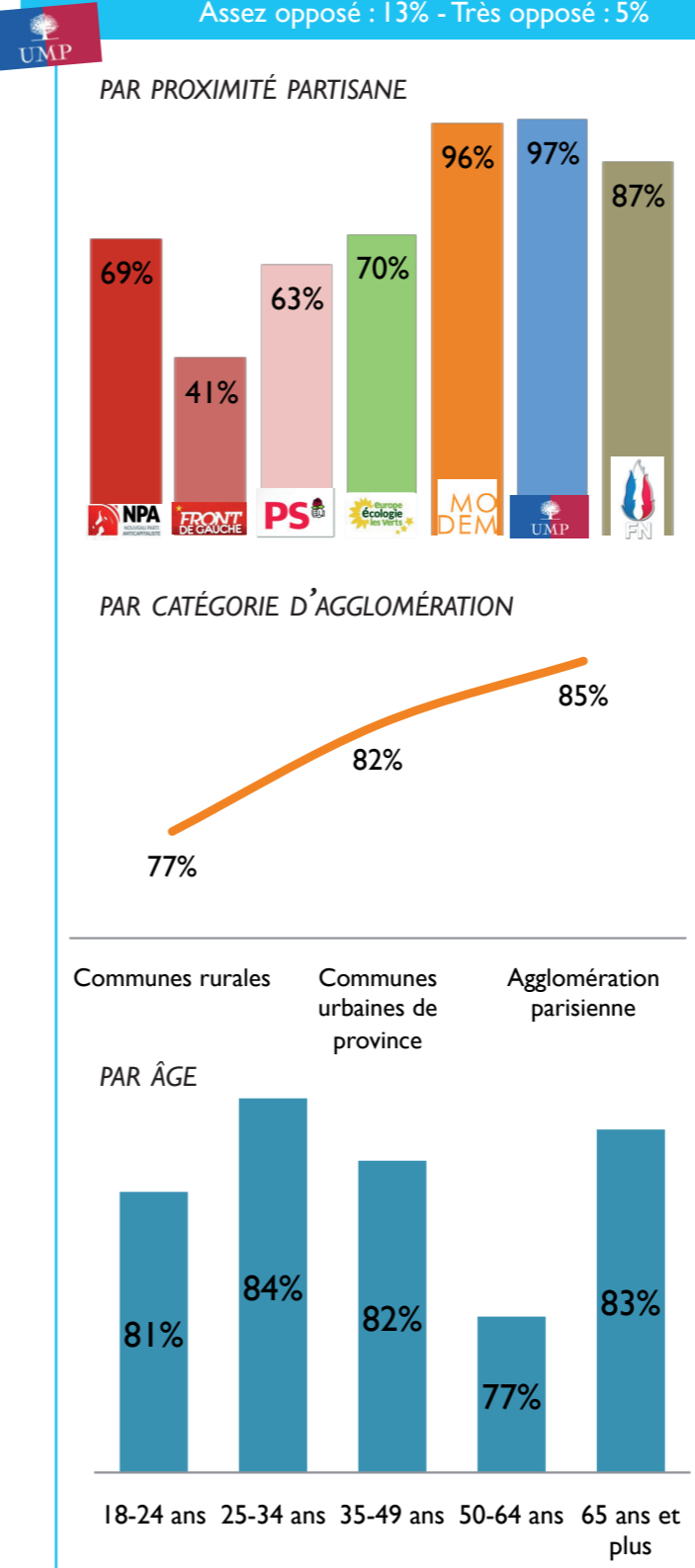


Suppression des droits de succession
 Très favorable : 46% - Assez favorable : 36%
 Assez opposé : 13% - Très opposé : 5%



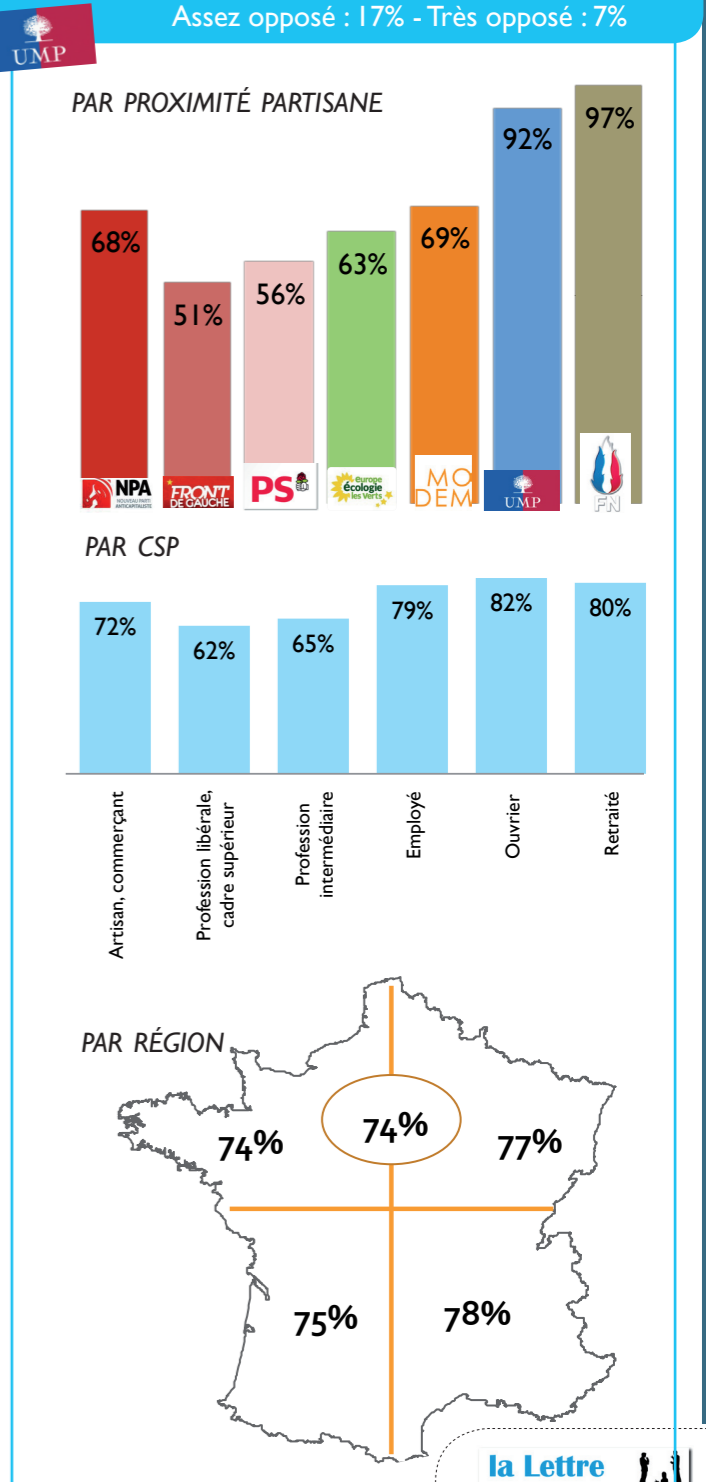
Juste derrière, **la mise en place du service minimum dans les transports publics et à l'Education nationale** remporte la 5ème place avec 54% de jugement « très favorable » (et 82% d'adhésion globale). Parmi lesquels 84% des 25-34 ans, 84% des ouvriers, 96% des artisans et commerçants et 85% des Franciliens. Sur l'échiquier politique, les avis sont plus partagés : 97% à l'UMP, 87% au FN mais seulement 63% au PS et surtout 41% au Front de gauche.

Service minimum dans les transports et l'Education nationale
 Très favorable : 44% - Assez favorable : 38%
 Assez opposé : 13% - Très opposé : 5%



En 6ème position, fruit du printemps arabe et des remises en cause du traité de Schengen, **le renforcement des contrôles aux frontières à l'intérieur de l'Union européenne** obtient le soutien « très favorable » de 42% des Français (et 76% d'adhésion globale). Les écarts sont plus marqués en fonction des catégories interrogées même si l'adhésion reste toujours majoritaire : 81% chez les plus de 65 ans et 62% auprès des 25-34 ans, 82% des ouvriers et 62% des cadres supérieurs, 92% des sympathisants UMP et 56% de ceux du PS. Mesure qui se trouve à égalité avec celle relative à l'accession sociale à la propriété par le PTZ+ (42% de jugement « très favorable »).

Contrôles aux frontières à l'intérieur de l'UE
 Très favorable : 42% - Assez favorable : 34%
 Assez opposé : 17% - Très opposé : 7%



Après sa mesure de protection face à la mondialisation à travers l'augmentation des droits de douane, le Parti socialiste voit un autre de ses projets prioritaires entrer dans le top 10 de notre classement avec **la limitation des écarts de salaires de 1 à 20 dans les entreprises dans lesquelles l'Etat est actionnaire** (40% de jugement « très favorable » et 88% d'adhésion globale). Un thème porteur qui pourrait permettre à la rue de Solferino de reconquérir les catégories populaires (91% des ouvriers et 87% des employés favorables), de séduire toutes les classes d'âge (89% des 25-34 ans, 93% des 50-64 ans), de rassembler la gauche (93% d'adhésion au PS, 97% au Front de gauche et 96% chez les Verts) et de mettre en difficulté la droite (76% parmi les sympathisants UMP et 79% au FN).

3 Pouvoir d'achat, emploi, retraite et immigration complètent le TOP 15

En 9ème position, **la réforme des régimes spéciaux de retraite (SNCF, RATP,...)** obtient un taux de jugement « très favorable » de 39% (et 77% d'adhésion globale). Le niveau de soutien frôle l'unanimité auprès des sympathisants UMP (96%) et atteint des scores très élevés chez les plus de 65 ans (84%), les 18-24 ans (83%), les sympathisants FN (78%), les ouvriers (72%) et les Franciliens (80%).

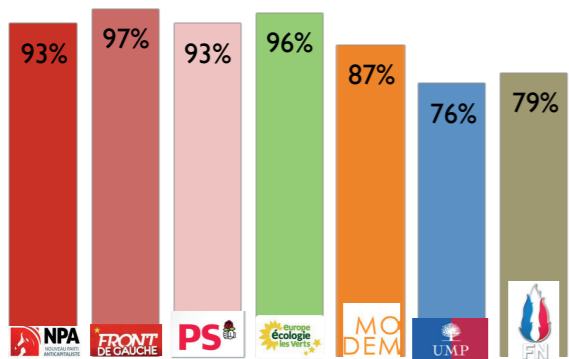
Seuls les sympathisants du Front de gauche émettent un soutien minoritaire (43%) à **la défiscalisation des heures supplémentaires** qui recueille, auprès de l'ensemble des Français, un taux de jugement « très favorable » de 39% et 78% d'adhésion globale. Dans le détail, les sympathisants de droite sont de larges soutiens (89%), 24 points de plus que les sympathisants de gauche (65%). Les plus favorables se recrutent parmi les ouvriers (93%), les employés (85%) et les 25-34 ans (90%).

Les questions relatives à l'immigration suscitent aussi l'intérêt des Français. Avec 38% d'adhésion « très favorable » et 73% d'adhésion globale, **la réduction du nombre de titres de séjours accordés aux étrangers** occupe la 11ème place du classement, laisse très partagés les sympathisants du Front de gauche (48% favorables) et du PS (52%) mais obtient le soutien de 98% des sympathisants FN, de 87% de ceux de l'UMP, de plus de deux-tiers de ceux du Modem (68%), de 85% des ouvriers et de 79% des 35-49 ans.

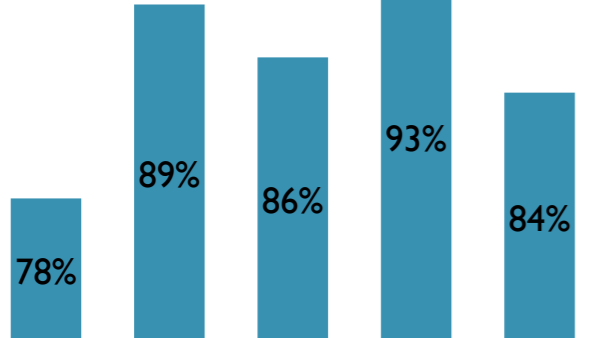
Limitation des écarts de salaires de 1 à 20
Très favorable : 40% - Assez favorable : 48%
Assez opposé : 10% - Très opposé : 2%



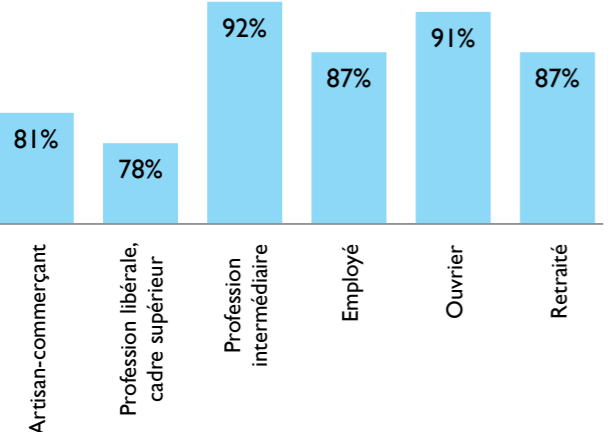
PAR PROXIMITÉ PARTISANE



PAR ÂGE



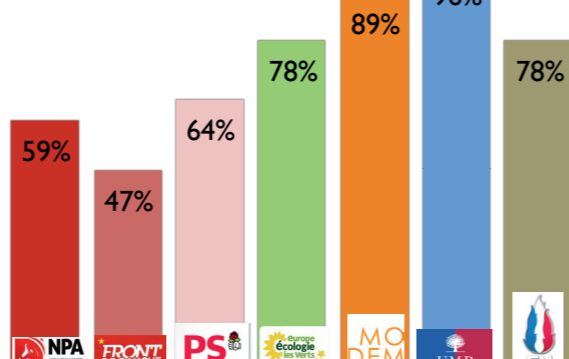
PAR CSP



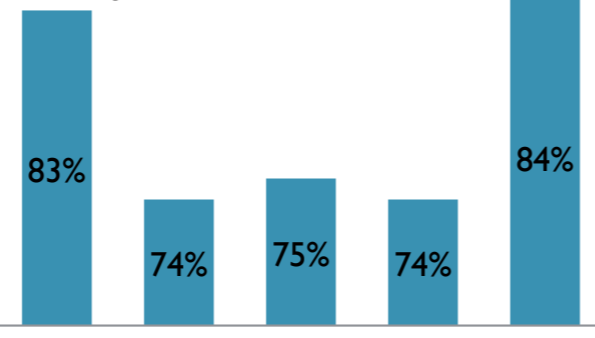
Réforme des régimes spéciaux de retraite
Très favorable : 39% - Assez favorable : 38%
Assez opposé : 15% - Très opposé : 8%



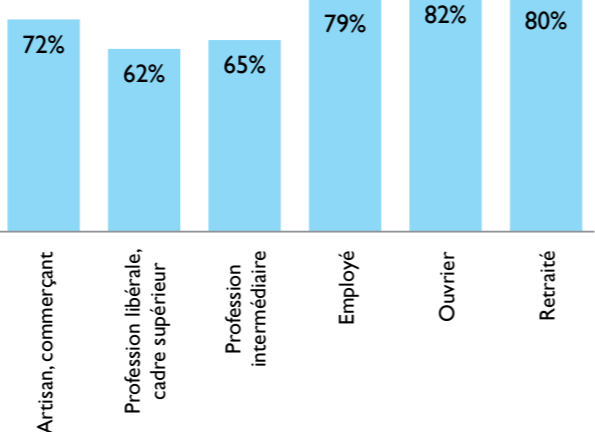
PAR PROXIMITÉ PARTISANE



PAR ÂGE



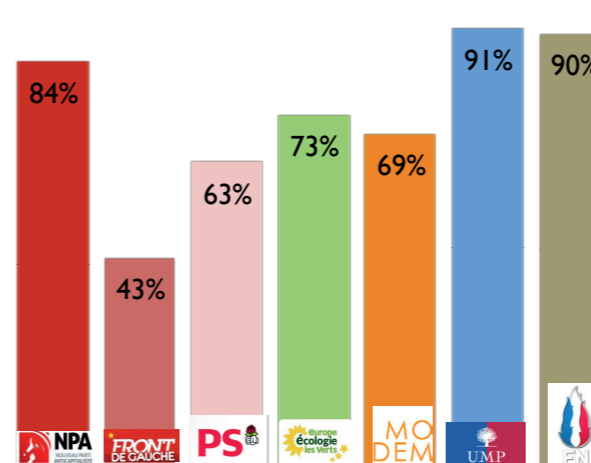
PAR CSP



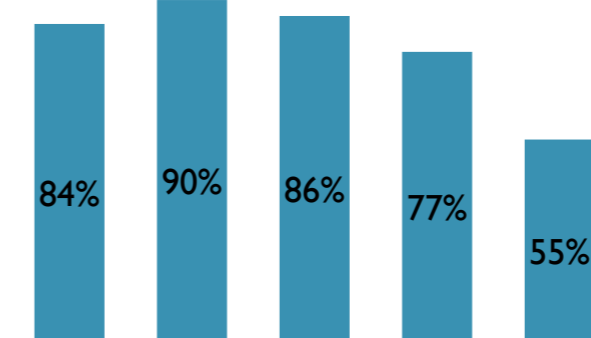
Défiscalisation des heures supplémentaires
Très favorable : 39% - Assez favorable : 39%
Assez opposé : 14% - Très opposé : 8%



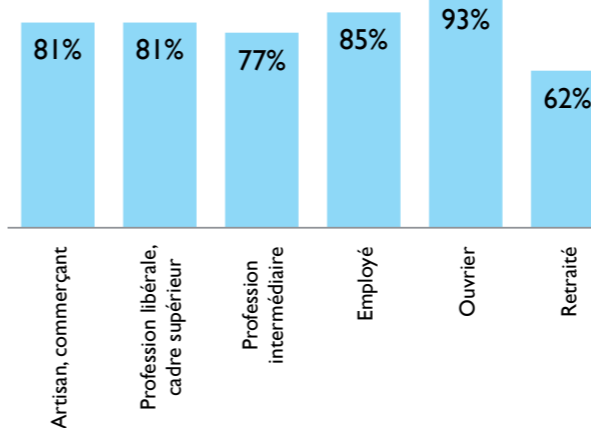
PAR PROXIMITÉ PARTISANE



PAR ÂGE



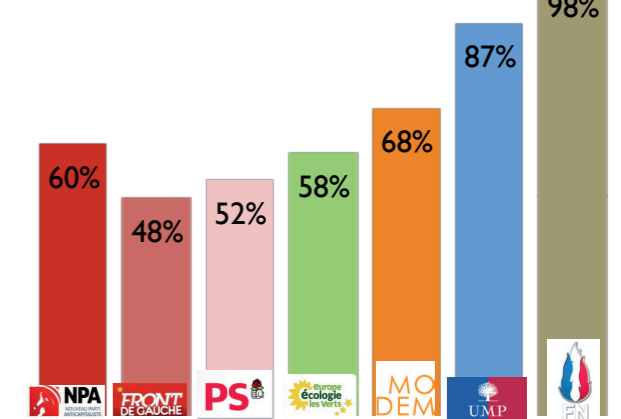
PAR CSP



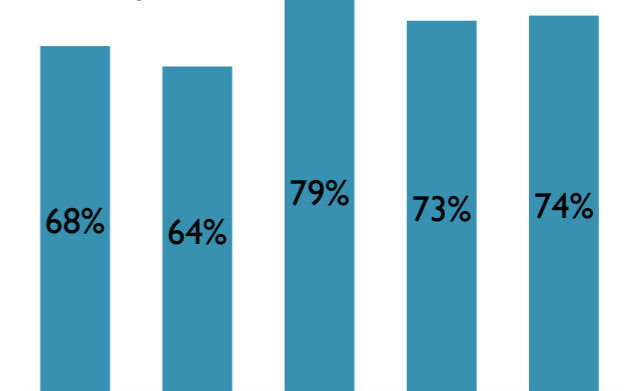
Contrôles aux frontières à l'intérieur de l'U.E
Très favorable : 42% - Assez favorable : 34%
Assez opposé : 17% - Très opposé : 7%



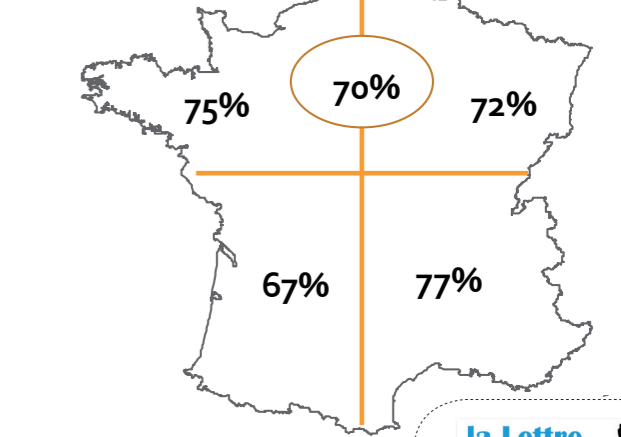
PAR PROXIMITÉ PARTISANE



PAR ÂGE



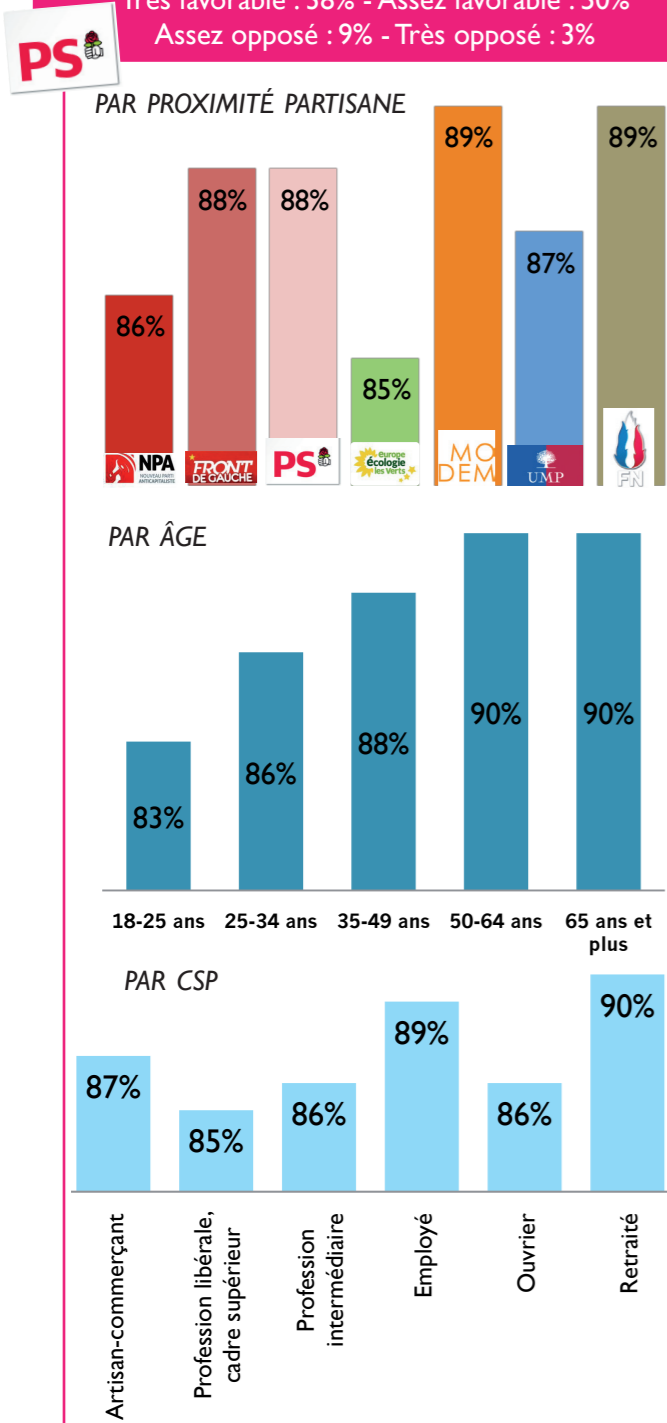
PAR RÉGION



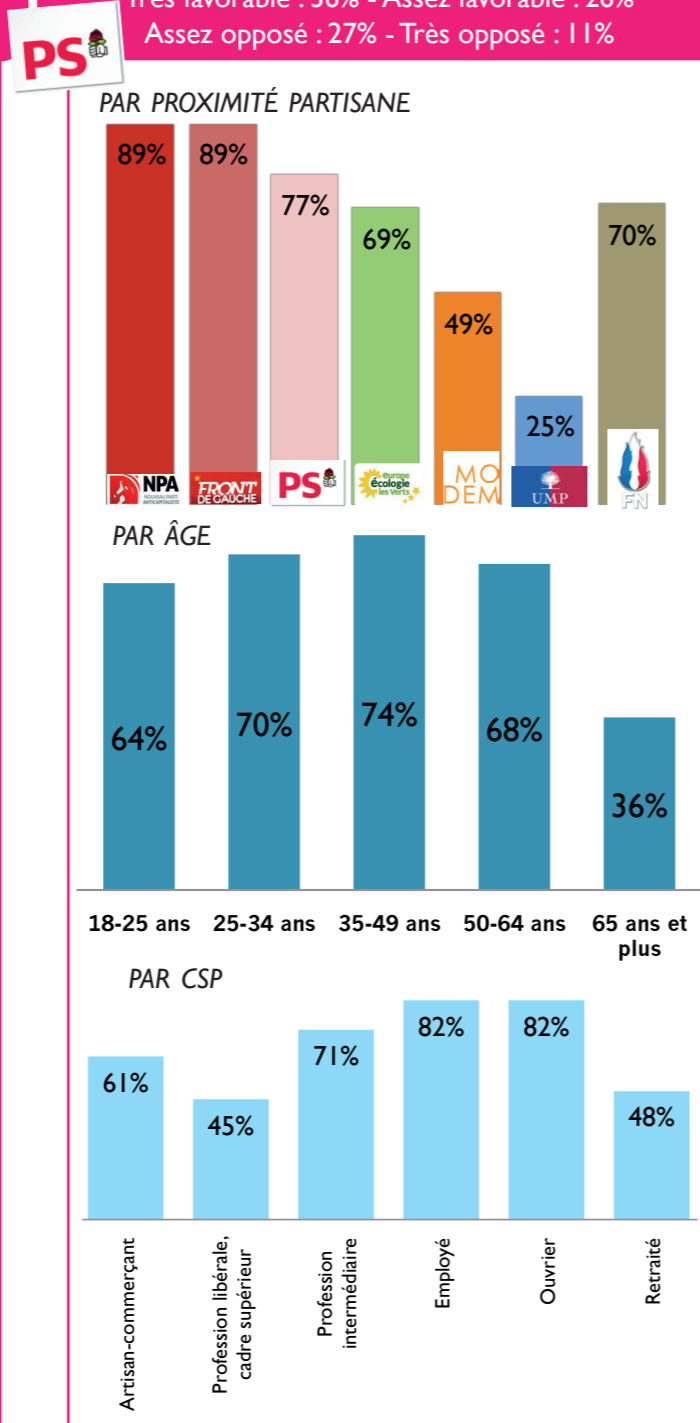
Après l'augmentation des droits de douane et le plafonnement des salaires des grands patrons, le Parti socialiste dispose d'une autre mesure capable de rassembler une très large majorité de Français : **la création de 10 000 postes de gendarmes et de policiers de proximité** (38% de jugement « très favorable » et 88% d'adhésion globale). Plus largement, les chiffres d'adhésion à cette mesure-phare du projet PS sont très élevés et homogènes dans l'ensemble de la population : 87% auprès des sympathisants de gauche comme de droite, 89% parmi les proches du FN et parmi ceux du Modem, 90% chez les seniors et 86% chez les 25-34 ans, 89% auprès des employés et 85% chez les cadres supérieurs.

C'est une autre histoire que celle du **rétablissement de la retraite à 60 ans**. Certes, 62% (dont 36% « très favorables ») des Français en moyenne y seraient favorables (même si, dans le même temps, 60% soutiennent globalement l'idée de réforme portée par le Gouvernement). Mais avec des écarts assez nets en fonction des électorats : 77% de soutien chez les sympathisants de gauche, seulement 41% à droite et 25% chez les sympathisants UMP. De la même façon, les 35-49 ans y seraient favorables (74%) mais pas les plus de 65 ans (36%) ; les ouvriers (82%) mais pas les professions libérales et les cadres supérieurs (45%). Une mesure capable de mobiliser la gauche en positif mais aussi la droite en négatif...

Création de 10 000 postes de policiers de proximité
Très favorable : 38% - Assez favorable : 50%
Assez opposé : 9% - Très opposé : 3%

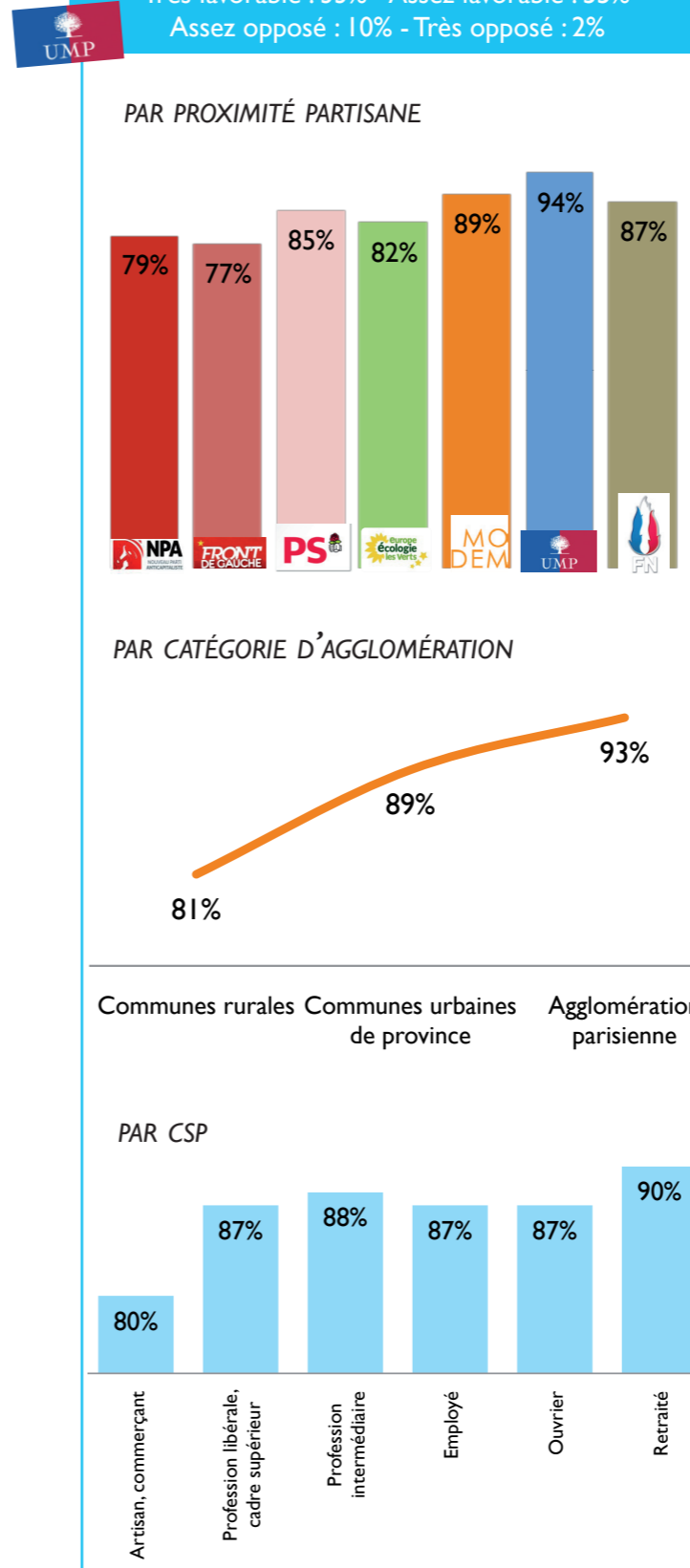


Rétablissement de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans
Très favorable : 36% - Assez favorable : 26%
Assez opposé : 27% - Très opposé : 11%

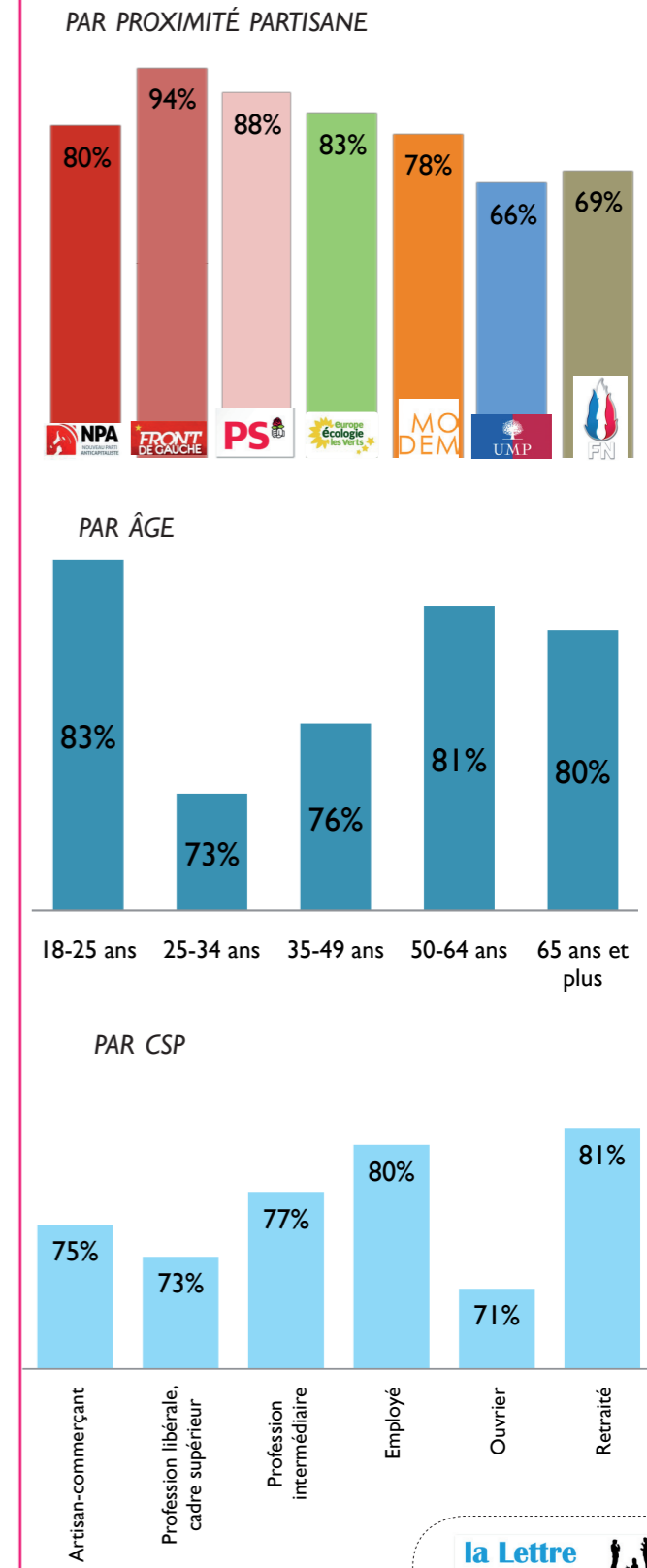


En 14ème position, **la création du statut d'auto-entrepreneur**, mesure symbolique du quinquennat de Nicolas Sarkozy, portée et initiée par Hervé Novelli, obtient un score élevé (avec 33% d'adhésion « très favorable » et 88% d'adhésion globale) et surtout très homogène dans la population : 94% de soutien à l'UMP, 87% au FN, 85% au PS ; 94% auprès des 18-24 ans et 90% parmi les plus de 65 ans ; 87% des ouvriers et 88% auprès des classes moyennes.

Création du statut d'auto-entrepreneur
Très favorable : 33% - Assez favorable : 55%
Assez opposé : 10% - Très opposé : 2%



Création de 300 000 emplois pour jeunes
Très favorable : 31% - Assez favorable : 47%
Assez opposé : 15% - Très opposé : 7%



4 Les points faibles à droite : non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, taxe professionnelle et RSA

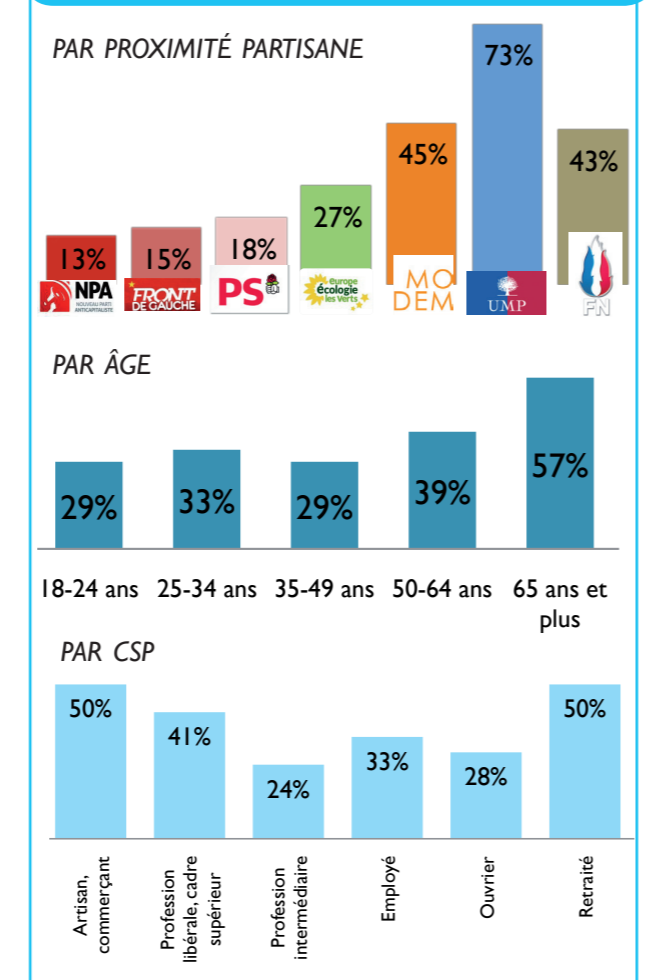
C'est aux yeux de l'opinion, malgré et à cause de la crise, la réforme du quinquennat qui ne passe pas : le **non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux** n'obtient que 38% d'adhésion globale et seulement 13% de soutien « très favorable ». Seuls les sympathisants UMP (73%) et les plus de 65 ans (57%) se rangent du côté de la réforme. Pour le reste, le rejet est important : 18% de soutien seulement parmi les sympathisants du PS, 29% chez les 18-24 ans ou 28% auprès des ouvriers.

La **suppression de la taxe professionnelle** suscite un peu plus d'enthousiasme : avec 53% d'adhésion globale et seulement 16% de jugement « très favorable », elle élargit toutefois le simple spectre de la droite (67% à l'UMP, 56% au FN, 57% au Modem et 50% chez les Verts), séduit sensiblement les jeunes (62% parmi les 18-24 ans), les catégories populaires (52% des ouvriers et 53% des employés) mais laisse très sceptiques les classes moyennes (36%), les 35-49 ans (49%) et les sympathisants de gauche (38% au PS et 29% au Front de gauche).

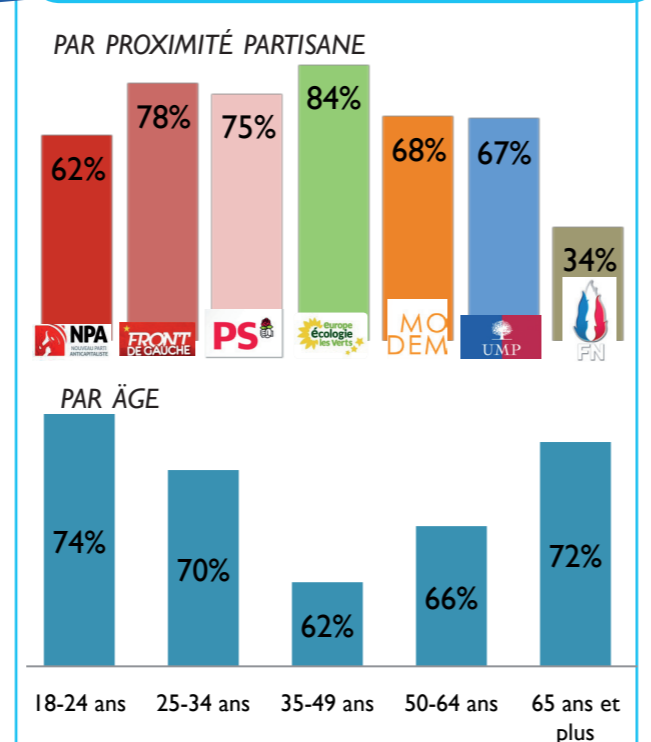
Autre faille pour la majorité présidentielle, soulignée par l'opinion : la **création du RSA**, si elle obtient 68% d'adhésion globale, ne recueille que 16% de jugement « très favorable ». Elle obtient d'ailleurs davantage de soutiens à gauche (84% chez les Verts, 75% au PS et 78% parmi les sympathisants du Front de gauche) qu'à droite (67% à l'UMP et 34% au FN). Sans doute car le RSA semble associé, aux yeux d'une partie des Français, à l'assistantat. Ce qui explique, entre autres, les tentatives de l'Élysée de créer des compensations pour les bénéficiaires du RSA, à l'instar des propositions portées par Laurent Wauquiez.

Décryptage

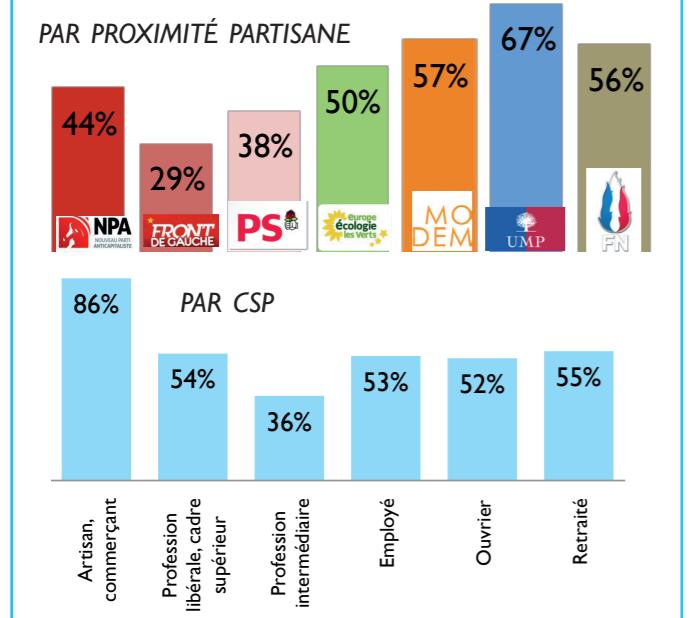
UMP Non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite
Très favorable : 13% - Assez favorable : 25%
Assez opposé : 34% - Très opposé : 28%



UMP Création du RSA
Très favorable : 16% - Assez favorable : 52%
Assez opposé : 25% - Très opposé : 7%



UMP Suppression de la taxe professionnelle
Très favorable : 14% - Assez favorable : 39%
Assez opposé : 34% - Très opposé : 13%



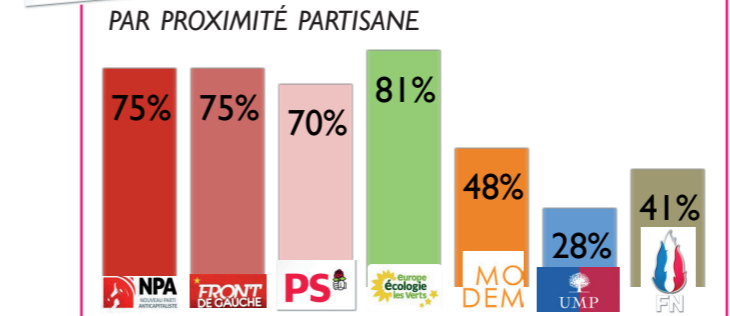
5 Les points faibles à gauche : droit de vote des étrangers, impôt écologique et droit à l'adoption pour les homosexuels

Avec seulement 7% de jugement « très favorable » (et 35% d'adhésion globale), la **création d'un impôt écologique sur les ménages et les entreprises pour favoriser la croissance durable** ne convainc pas l'opinion publique française. Même les sympathisants Verts sont partagés (53% de soutien), ainsi que les 18-24 ans (46%) et les sympathisants du Front de gauche (44%). Plus opposés encore, les sympathisants PS (37%), ceux de l'UMP (32%), et du FN (28%), tout comme les ouvriers (34%) et les classes moyennes (32%).

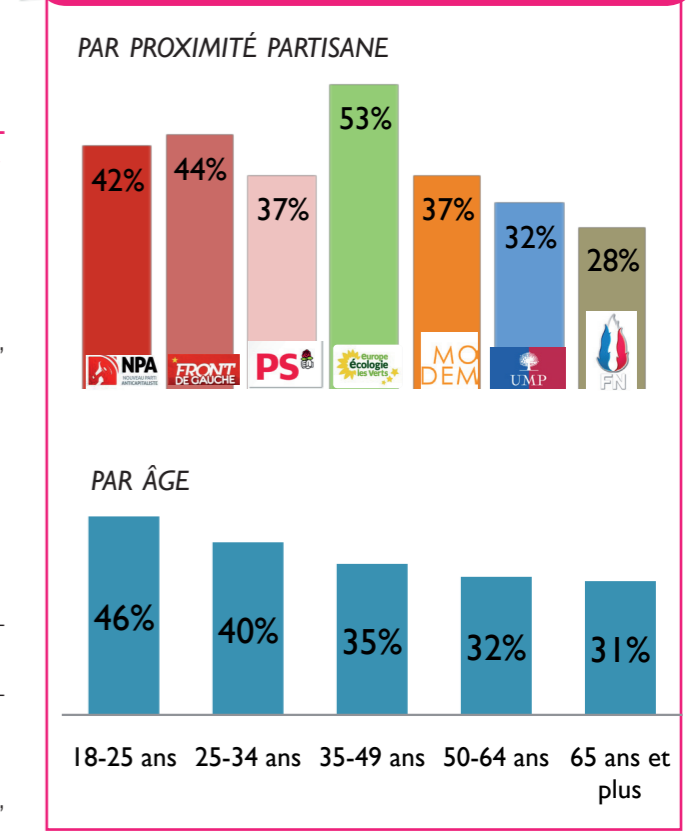
Autre thème complexe à gérer pour la rue de Solferino et le futur candidat socialiste : l'**instauration du droit de vote et d'éligibilité des étrangers-non européens aux élections locales** (9% de jugement « très favorable » et 39% d'adhésion globale seulement). Et un sujet très cliquant en fonction des proximités partisans : 60% auprès des sympathisants de gauche qui sont loin d'être unanimes et 18% auprès des sympathisants de droite (23% à l'UMP et 9% au FN). Si les 18-24 ans se montrent plus ouverts (49%) tout comme les cadres supérieurs (48%), il n'en est pas de même des ouvriers (29%), des ruraux (37%) et des 50-64 ans (36%). Dans le même ordre, le vote d'une loi triennale pour améliorer l'accueil et l'intégration des immigrés ne recueille que 10% de jugement « très favorable » et 54% d'adhésion globale (mais seulement 38% des ouvriers et 47% des 25-34 ans).

Enfin, sur les questions sociétales, la césure idéologique reste marquée entre gauche et droite. Par exemple, concernant le **droit à l'adoption d'enfants pour les couples homosexuels**, le taux de jugement « très favorable » n'atteint que 17% des Français et 55% d'adhésion globale. Si la droite y est nettement hostile (seulement 28% de soutien à l'UMP et 41% au FN), ainsi que les plus de 65 ans (37%), l'adhésion est plus massive à gauche (81% chez les Verts, 70% au PS, 75% au Front de gauche), dans le Nord-ouest (75%) que dans le Sud-est (52%), et auprès des classes moyennes (68%) comme des 25-34 ans (72%).

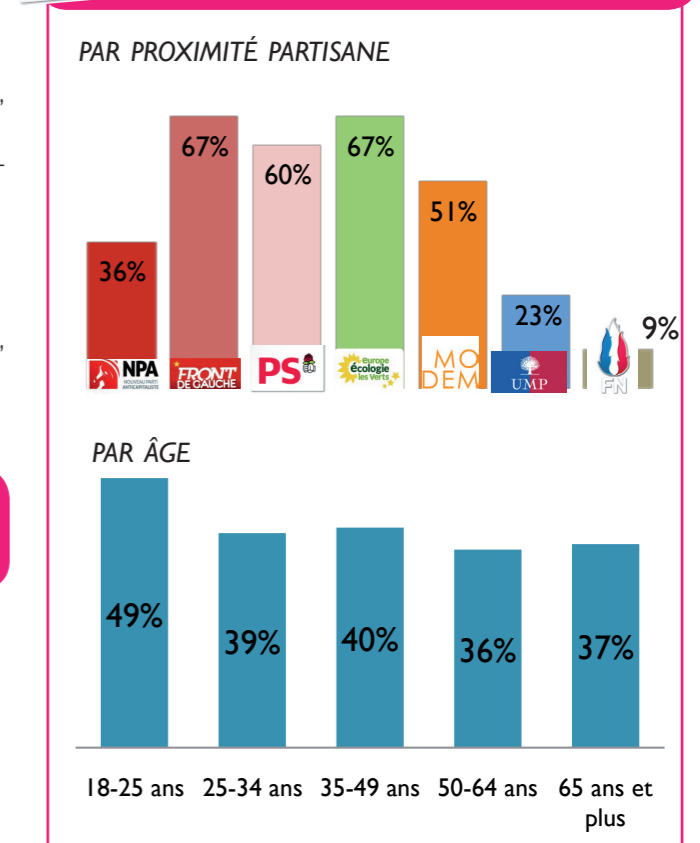
PS Droit à l'adoption pour les couples homosexuels
Très favorable : 17% - Assez favorable : 38%
Assez opposé : 22% - Très opposé : 23%



PS Création d'un impôt écologique
Très favorable : 38% - Assez favorable : 50%
Assez opposé : 9% - Très opposé : 3%



PS Droit de vote des étrangers aux élections locales
Très favorable : 9% - Assez favorable : 30%
Assez opposé : 30% - Très opposé : 31%



Au final, l'analyse détaillée de ce premier classement programmatique 2007-2012 permet de tracer les grandes lignes de force des enjeux de la future élection présidentielle qui devrait reposer sur un triptyque à vocation sociale, régaliennne et identitaire :

- **le thème clé de la justice sociale** devrait être au cœur des préoccupations des Français : comment protéger nos compatriotes de la mondialisation (tarifs douaniers, politique industrielle, délocalisations,...) ? Comment réduire les inégalités (plafonnement des salaires des grands patrons, promotion des PME face au CAC 40,...) ? Comment lutter contre l'assistanat et promouvoir la méritocratie (contreparties au RSA, droits de succession, accès à la propriété,...) ? Comment relancer le pouvoir d'achat et l'emploi (heures supplémentaires, statut d'auto-entreprise, emplois jeunes,...) ?

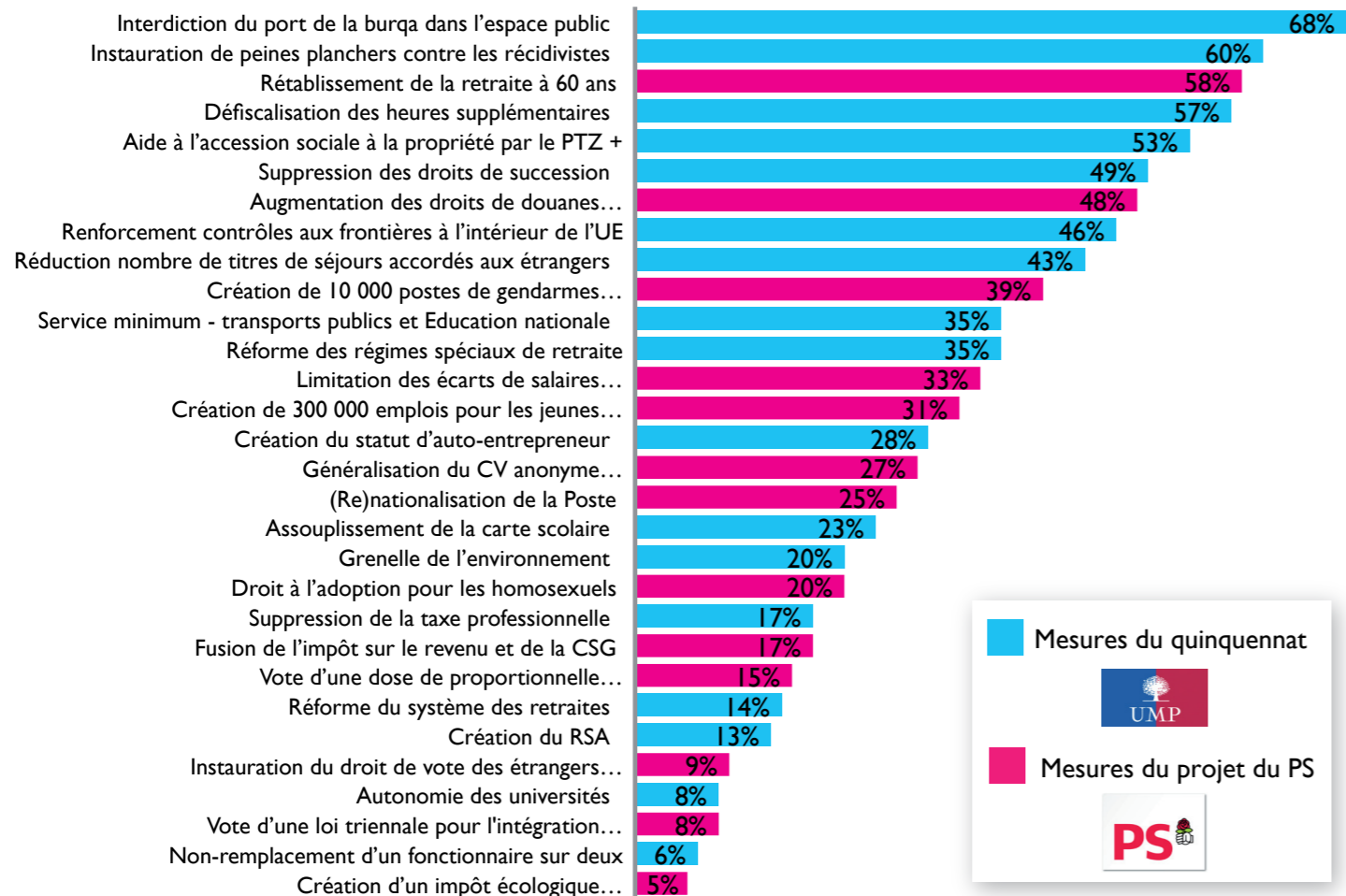
- **les questions régaliennes**, comme en 2002 et en 2007, sont loin d'avoir disparu : comment réaffirmer l'autorité de l'Etat, sa continuité et sa présence sur le territoire (postes de policiers, services publics, service minimum,...) ? Comment concilier les Français avec la justice (peines planchers, récidives, justice de proximité,...) ? Comment reconstruire un rapport apaisé et solide à la frontière et aux flux migratoires (titres de séjours, contrôles aux frontières,...) ?
- enfin, **les thématiques républicaines et identitaires** devraient occuper une place de choix dans la campagne présidentielle : aussi bien la place de l'Islam dans la République (burqa, prières de rue,...) que la lutte contre les discriminations (CV anonyme,...).

NDLR : les focus par catégorie sont réalisés à partir des pourcentages de « très favorable ».

Focus sur les ouvriers Dans la droite ligne de notre dossier spécial consacré aux catégories populaires dans notre dernier numéro (la Lettre de l'opinion n°32), il apparaît clairement que les attentes des ouvriers à l'orée de la campagne présidentielle se fondent essentiellement sur les questions d'équité, d'identité, d'autorité et de justice. Une vraie demande globale de protection qui fait davantage aujourd'hui les affaires de Marine Le Pen.

Pour chacune des mesures suivantes, y êtes-vous très favorable, assez favorable, assez opposé ou très opposé ?

Le top 30 des mesures pour les ouvriers
Récapitulatif « très favorable »



Focus sur les classes moyennes
(en % de jugement « très favorable ») :

- **+** : l'augmentation des droits de douanes (53%), l'interdiction de la burqa (47%) et la défiscalisation des heures supplémentaires (45%)
- **-** : le droit de vote des étrangers (7%), la suppression de la taxe professionnelle (6%) et le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux (4%)

Focus sur les professions libérales et cadres supérieurs
(en % de jugement « très favorable ») :

- **+** : l'instauration des peines planchers (51%), l'augmentation des droits de douanes (50%) et l'interdiction de la burqa (48%)
- **-** : le droit de vote des étrangers (14%), la création d'un impôt écologique (10%) et la création du RSA (9%)

Focus sur les moins de 35 ans
(en % de jugement « très favorable ») :

- **+** : l'interdiction de la burqa (47%), la défiscalisation des heures supplémentaires (45%) et l'instauration des peines planchers (44%)
- **-** : le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux (9%), la création d'un impôt écologique (9%) et la fusion de l'impôt sur le revenu et la CSG (8%)

Focus sur les 35-50 ans
(en % de jugement « très favorable ») :

- **+** : l'interdiction de la burqa (65%), l'augmentation des droits de douanes (57%) et l'instauration des peines planchers (56%)
- **-** : le vote d'une loi triennale pour favoriser l'intégration des étrangers (10%), le droit de vote des étrangers (8%) et la création d'un impôt écologique (5%).

Focus sur les plus de 65 ans
(en % de jugement « très favorable ») :

- **+** : l'interdiction de la burqa (67%), l'augmentation des droits de douanes (58%) et le service minimum (55%)
- **-** : le droit de vote des étrangers (9%), le droit à l'adoption pour les homosexuels (6%) et la création d'un impôt écologique (6%)

Focus sur les sympathisants PS
(en % de jugement « très favorable ») :

- **+** : la limitation des écarts de salaires dans les entreprises publiques (53%), l'augmentation des droits de douanes (51%) et l'interdiction de la burqa (45%)
- **-** : la réforme du système des retraites (9%), la suppression de la taxe professionnelle (8%) et le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux (6%)

Focus sur les sympathisants EELV
(en % de jugement « très favorable ») :

- **+** : le Grenelle de l'environnement (48%), l'augmentation des droits de douanes (47%) et l'accession sociale à la propriété (47%)
- **-** : la suppression de la taxe professionnelle (14%), la fusion de l'impôt sur le revenu et la CSG (10%) et le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux (6%)

Focus sur les sympathisants UMP
(en % de jugement « très favorable ») :

- **+** : l'interdiction de la burqa (78%), le service minimum (72%) et la réforme des régimes spéciaux de retraite (65%)
- **-** : le droit à l'adoption pour les homosexuels (7%), la création d'un impôt écologique (6%) et le droit de vote des étrangers (5%)

Focus sur les sympathisants FN
(en % de jugement « très favorable ») :

- **+** : l'interdiction de la burqa (90%), la réduction des titres de séjours pour les étrangers (87%) et l'instauration des peines planchers (84%)
- **-** : la création du RSA (8%), le droit de vote des étrangers (4%) et la création d'un impôt écologique (4%)